



CHAPITRE 60

Loi concernant la cité de Saint-Hyacinthe

[Sanctionnée le 11 février 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Saint-Hyacinthe a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

Attendu qu'une corporation industrielle importante, Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited, a récemment établi une usine dans les limites de ladite cité, sur un terrain acheté à cette fin de ladite cité, et que cette usine procure de l'emploi aux résidents de ladite cité;

Attendu qu'un des actes dans le titre de propriété à une partie dudit terrain est le testament de Joseph Charles Boulanget, en date du 21 juin 1883, par devant H. Saint-Germain et collègue, notaires, enregistré dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, sous le numéro 27,816, en vertu duquel le testateur stipule que le lot numéro 1089 de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe peut être vendu par son exécuteur testamentaire seulement si les trois filles du testateur, Mary Amanda Boulanget, veuve de Erasme Malhiot, Osilia Bathilda Boulanget et Henrietta Joséphine Boulanget, ne voulaient y vivre toutes ensemble;

Attendu que par acte de vente en date du 27 septembre 1883, par devant H. Saint-Germain, notaire, enregistré tel que

CHAPTER 60

An Act respecting the city of Saint-Hyacinthe

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Preamble.

WHEREAS the city of Saint-Hyacinthe has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 24 George V, chapter 94, and the acts amending it, be again amended to give it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Whereas Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited, an important industrial corporation, recently established a plant within the limits of the said city, on land purchased for such purpose from the said city, and such plant gives employment to residents of the city;

Whereas one of the documents in the title to a portion of the said land is the will of Joseph Charles Boulanget, dated the 21st of June, 1883, before H. Saint-Germain and colleague, notaries, registered in the registration division of Saint-Hyacinthe, under number 27,816, whereby the testator provided that lot number 1089 of the parish of Notre-Dame de Saint-Hyacinthe might be sold by his testamentary executor only if the three daughters of the testator, Mary Amanda Boulanget, widow of Erasme Malhiot, Osilia Bathilda Boulanget and Henrietta Joséphine Boulanget, did not wish to live there together;

Whereas by deed of sale dated the 27th of September, 1883, before H. Saint-Germain, notary, registered as above

susdit sous le numéro 27,818, Charles Lamothe, en sa qualité d'exécuteur en vertu du testament dudit feu Joseph Charles Boulanget, a vendu ledit lot 1089, *inter alia* à François Gervais sans qu'il soit mentionné dans ledit acte que ladite disposition en faveur desdites trois filles dudit testateur avait été remplie;

Attendu qu'il semble que lesdites trois filles sont maintenant décédées et qu'aucun renseignement ne peut être obtenu afin de déterminer si cette disposition avait été remplie;

Attendu qu'un des actes dans le titre de propriété à une autre partie dudit terrain est le testament d'Emmanuel Louis Rémy Couillard Desprès, en date du 10 octobre 1882, par devant H. R. Blanchard et collègue, notaires, enregistré tel que susdit sous le numéro 26,971, en vertu duquel le testateur crée une substitution affectant le lot 1087 de ladite paroisse en faveur des enfants nés et à naître du mariage entre Marie Esthère Joséphine Couillard Desprès et Jules Saint-Germain à titre d'appelés;

Attendu que par acte de vente-licitation en date du 6 août 1919, par devant H. Saint-Germain, notaire, enregistré tel que susdit sous le numéro 64,670, Jean-Charles Langlois, en sa qualité de tuteur aux mineurs Yves et Madeleine Patenaude, représentant feu Yvonne Saint-Germain, J. Lemaire Saint-Germain personnellement et en sa qualité de tuteur-subrogé auxdits mineurs, Éva Lemaire Saint-Germain, Juliette Saint-Germain, J. Couillard Saint-Germain, Marie-Paule Saint-Germain et Marguerite Saint-Germain ont vendu ledit lot 1087 à l'honorable Louis Tellier;

Attendu que quoique ladite substitution soit maintenant ouverte, ledit acte de vente-licitation fut exécuté avant l'ouverture de ladite substitution et les formalités requises pour lier les appelés qui n'y sont pas représentés ne semblent pas avoir été remplies ou exécutées;

Attendu que lesdits deux mineurs, Yves et Madeleine Patenaude n'étaient pas légalement liés par ledit acte de vente-licitation, et ne l'ont jamais ratifié après avoir atteint l'âge de majorité;

Attendu que les appelés à la substitution susdite sont maintenant soit décédés,

mentioned under number 27,818, Charles Lamothe, in his capacity as executor under the will of the said late Joseph Charles Boulanget, sold the said lot 1089, *inter alia* to François Gervais without mentioning in the said deed that the said provision in favour of the said three daughters of the said testator had been fulfilled;

Whereas it seems that the said three daughters are now deceased and no information can be obtained to determine if the said provision was fulfilled;

Whereas one of the documents in the title to another portion of the said land is the will of Emmanuel Louis Rémy Couillard Desprès, dated the 10th of October, 1882, before H. R. Blanchard and colleague, notaries, registered as above mentioned under number 26,971, whereby the testator created a substitution affecting lot 1087 of the said parish in favour of the children born and to be born of the marriage between Marie Esthère Joséphine Couillard Desprès and Jules Saint-Germain as substitutes;

Whereas by a deed of sale by licitation dated the 6th of August, 1919, before H. Saint-Germain, notary, registered as above mentioned under number 64,670, Jean-Charles Langlois, in his capacity as tutor to the minors Yves and Madeleine Patenaude, representing the late Yvonne Saint-Germain, J. Lemaire Saint-Germain personally and in his capacity as subrogate-tutor to the said minors, Éva Lemaire Saint-Germain, Juliette Saint-Germain, J. Couillard Saint-Germain, Marie-Paule Saint-Germain and Marguerite Saint-Germain sold the said lot 1087 to the Honourable Louis Tellier;

Whereas although the said substitution is now open, the said deed of sale by licitation was made before the opening of the said substitution and the formalities required to bind the substitutes who are not represented therein do not appear to have been fulfilled or carried out;

Whereas the said two minors, Yves and Madeleine Patenaude, were not legally bound by the said deed of sale by licitation and never ratified it after attaining the age of majority;

Whereas the substitutes to the aforesaid substitution are now either dead or

ou ne peuvent être localisés et qu'aucune réclamation adverse n'a été faite par aucun desdits appelés et par lesdits deux mineurs contre ledit lot numéro 1087;

Attendu que par acte de concession en date du 27 novembre 1948, sous seing privé, enregistré tel que susdit sous le numéro 101,857, Sa Majesté le Roi au droit du Canada, ceda à la cité de Saint-Hyacinthe certaines parties des lots 1087, 1088, 1089 et 1091, *inter alia*, de ladite paroisse;

Attendu que par acte de vente en date du premier octobre 1958, par devant André Morin, notaire enregistré tel que susdit sous le numéro 119,900, la cité de Saint-Hyacinthe a vendu à Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited les subdivisions 4 dudit lot 1087, 32 dudit lot 1088, 58 dudit lot 1089 et 9 dudit lot 1091, toutes de ladite paroisse;

Attendu qu'il existe des doutes quant à la capacité et au pouvoir de la cité de Saint-Hyacinthe d'acquérir ladite propriété de Sa Majesté le Roi au droit du Canada par l'acte de concession susmentionné, de détenir ladite propriété et de vendre lesdites subdivisions à Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited par l'acte de vente susmentionné, avec des titres clairs;

Attendu qu'il est aussi à l'avantage de ladite cité de fixer les taxes municipales à être payées par Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited pour une période de cinq (5) ans;

Attendu que par des lettres patentes supplémentaires et récentes, le nom de "Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited" a été changé à celui de "Kimberly-Clark Canada Limited";

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Ledit acte de vente en date du 27 septembre 1883 par devant H. Saint-Germain, notaire, enregistré tel que susdit sous le numéro 27,818, par Charles Lamothe, en sa qualité d'exécuteur en vertu du testament de feu Joseph Charles Boulanget à François Gervais, du lot 1089 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Notre-Dame de Saint-

cannot be found and no opposing claim has been made by any of the said substitutes and by the said two minors against the said lot number 1087;

Whereas by a deed of grant under private signature dated the 27th of November, 1948, registered as above mentioned under number 101,857, His Majesty the King in right of Canada conveyed to the city of Saint-Hyacinthe certain portions of lots 1087, 1088, 1089 and 1091, *inter alia*, of the said parish;

Whereas by a deed of sale dated the first of October, 1958, before André Morin, notary, registered as above mentioned under number 119,900, the city of Saint-Hyacinthe sold to Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited subdivisions 4 of the said lot 1087, 32 of the said lot 1088, 58 of the said lot 1089 and 9 of the said lot 1091, all of the said parish;

Whereas doubts exist as to the capacity and power of the city of Saint-Hyacinthe to acquire the said property from His Majesty the King in right of Canada by the deed of grant above mentioned, to hold the said property and sell the said subdivisions to Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited by the above mentioned deed of sale, with clear titles;

Whereas it is also to the advantage of the said city to fix the municipal taxes to be paid by Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited for a period of five (5) years;

Whereas by supplementary letters patent the name of "Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited" was recently changed to that of "Kimberly-Clark Canada Limited";

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The said deed of sale dated the 27th of September, 1883, before H. Saint-Germain, notary, registered as above mentioned, under number 27,818, by Charles Lamothe, in his capacity of executor under the will of the late Joseph Charles Boulanget to François Gervais, of lot 1089 on the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame de Saint-Hya-

Acte de
vente
validé.

Deed of
sale vali-
dated.

Hyacinthe, est par les présentes déclaré valide et légal et incontestable à l'égard de toute personne quelconque, et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de Joseph Charles Boulanget, ses trois filles, Mary Amanda Boulanget, veuve d'Erasme Malhiot, Osilia Bathilda Boulanget et Henrietta Joséphine Boulanget, et tous leurs héritiers, ayants-droit et représentants.

cinthe, is hereby declared valid and legal and incontestable as against and by any person whatsoever, and, without limiting the foregoing, as against and by Joseph Charles Boulanget, his three daughters, Mary Amanda Boulanget, widow of Erasme Malhiot, Osilia Bathilda Boulanget and Henrietta Joséphine Boulanget, and all their heirs, assigns and representatives.

Acte de
vente-
licitation
validé.

2. Ledit acte de vente-licitation en date du 6 août 1919, par devant H. Saint-Germain, notaire, enregistré tel que susdit sous le numéro 64,670 par Jean Charles Langlois, en sa qualité de tuteur aux mineurs Yves et Madeleine Patenaude, J. Lemaire Saint-Germain personnellement et en sa qualité de tuteur-subrogé auxdits mineurs, Éva Lemaire Saint-Germain, Juliette Saint-Germain, J. Couillard Saint-Germain, Marie-Paule Saint-Germain et Marguerite Saint-Germain à l'honorable Louis Tellier du lot 1087 auxdits plan et livre de renvoi officiels, est par les présentes déclaré valide et légal et incontestable à l'égard de toute personne quelconque, et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de tous les appelés et leurs héritiers, ayants-droit et représentants, en vertu de la substitution en faveur des enfants nés et à naître du mariage entre Marie Esthère Joséphine Couillard Desprès et Jules Saint-Germain, créée en vertu du testament d'Emmanuel Louis Rémy Couillard Desprès en date du 10 octobre 1882, par devant H. R. Blanchard et collègue, notaires, y compris Yves et Madeleine Patenaude, leurs héritiers, ayants-droit et représentants.

2. The said deed of sale by licitation dated the 6th of August 1919, before H. Saint-Germain, notary, registered as above mentioned under number 64,670 by Jean Charles Langlois, in his capacity of tutor to the minors Yves and Madeleine Patenaude, J. Lemaire Saint-Germain personally and in his capacity of subrogate-tutor to the said minors, Éva Lemaire Saint-Germain, Juliette Saint-Germain, J. Couillard Saint-Germain, Marie-Paule Saint-Germain and Marguerite Saint-Germain to the Honourable Louis Tellier of lot 1087 on the said official plan and book of reference is hereby declared valid and legal and incontestable as against and by any person whatsoever, and, without limiting the foregoing, as against and by all the substitutes, and their heirs, assigns and representatives, under the substitution in favor of the children born and to be born of the marriage between Marie Esthère Joséphine Couillard Desprès and Jules Saint-Germain, created under the will of Emmanuel Louis Rémy Couillard Desprès dated October 10, 1882, before H. R. Blanchard and colleague, notaries, including Yves and Madeleine Patenaude, their heirs, assigns and representatives.

Deed of
sale by
licitation
validated.

Acte de
concession
validé.

3. Ledit acte de concession en date du 27 novembre 1948 sous seing privé, enregistré tel que susdit sous le numéro 101,857, par Sa Majesté le Roi au droit du Canada à la cité de Saint-Hyacinthe de parties y décrites des lots 1087, 1088, 1089 et 1091 auxdits plan et livre de renvoi officiels, est par les présentes déclaré valide et légal et incontestable à l'égard de toute personne quelconque, et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de Sa Majesté le Roi en droit du Canada, ses héritiers, ayants-droit et représentants.

3. The said deed of grant under private signature, dated the 27th of November, 1948, registered as above mentioned under number 101,857, by His Majesty the King in right of Canada to the city of Saint-Hyacinthe of the portions therein described of lots 1087, 1088, 1089 and 1091 on the said official plan and book of reference, is hereby declared valid and legal and incontestable as against and by any person whatsoever, and, without limiting the foregoing, as against and by His Majesty the King in right of Canada, his heirs, assigns and representatives.

Deed of
grant
validated.

Acte de
vente
validé.

4. Ledit acte de vente en date du premier octobre 1958, par devant André Morin, notaire, enregistré tel que susdit sous le numéro 119,900, par la cité de Saint-Hyacinthe à Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited des subdivisions 4 du lot 1087, 32 du lot 1088, 58 du lot 1089 et 9 du lot 1091, toutes auxdits plan et livre de renvoi officiels, est par les présentes déclaré valide et légal et il est par les présentes déclaré que ledit acte de vente avait comme effet d'investir Kimberly-Clark Canada Limited de tous les droits, titres et intérêts de la cité de Saint-Hyacinthe dans et auxdites subdivisions, et le titre de Kimberly-Clark Canada Limited auxdites subdivisions est par les présentes déclaré bon et valable.

4. The said deed of sale dated the first of October, 1958, before André Morin, notary, registered as above mentioned under number 119,900, by the city of Saint-Hyacinthe to Kimberly-Clark Corporation of Canada Limited of subdivisions 4 of the lot 1087, 32 of lot 1088, 58 of lot 1089 and 9 of lot 1091, all on the said official plan and book of reference, is hereby declared valid and legal and it is hereby declared that the said deed of sale had the effect of vesting in Kimberly-Clark Canada Limited all the rights, titles and interest of the city of Saint-Hyacinthe in and to the said subdivisions, and the title of Kimberly-Clark Canada Limited to the said subdivisions is hereby declared good and marketable.

Deed of
sale vali-
dated.

Taxation
fixe au-
torisée.

5. Le montant de toutes les taxes, charges et cotisations municipales de toute espèce quelconque à être payées par ladite corporation, Kimberly-Clark Canada Limited à la cité de Saint-Hyacinthe est fixé à la somme de quatre mille (\$4,000.00) dollars par année, pour une période de cinq (5) ans à compter du premier jour de janvier 1959, avec augmentations proportionnelles advenant la construction de nouveaux bâtiments dans ladite période de cinq (5) ans.

5. The amount of all municipal taxes, charges and assessments of every kind to be paid by the said corporation Kimberly-Clark Canada Limited to the city of Saint-Hyacinthe is fixed at the sum of four thousand (\$4,000.00) dollars per annum, for a period of five (5) years from the first day of January, 1959, with proportionate increases in the event of the construction of new buildings during the said period of five (5) years.

Fixed
taxation
author-
ized.

S.R.,
c. 233,
a. 56,
rempl.
pour la
cité.

6. L'article 56 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 10 de la loi 24 George V, chapitre 94, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

6. Section 56 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 10 of the act 24 George V, chapter 94, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 56,
replaced
for city.

Rempla-
cement
du maire.

"56. Dans le cas de vacance, dans la charge de maire, soit par décès de la personne élue à cette charge, son absence, son refus d'accepter, ou autrement, cette vacance sera remplie par l'élection d'une personne ayant qualité, qui demeurera en fonction le reste du temps pour lequel son prédécesseur avait été élu, et ultérieurement jusqu'à ce que son successeur soit assermenté; et dans ce cas, l'élection se fera de la manière suivante: le greffier fixera dans les huit jours qui suivent cette vacance, un jour pour la nomination des candidats, ainsi que pour l'élection en cas d'opposition; cette élec-

"56. In the event of a vacancy occurring in the office of mayor, either by the death of the person elected to such office, his absence, his refusal to accept the same, or otherwise, such vacancy shall be filled by the election of a fit and proper person, who shall remain in office for the remainder of the time for which his predecessor had been elected, and furthermore until the swearing in of his successor; and in such case the election shall be held in the following manner: the clerk shall fix within the eight days following such vacancy, a day for the nomination of candidates as well as for

Replacing
mayor.

tion doit avoir lieu dans les trente jours qui suivent la vacance.

Idem.

Si une personne est élue en même temps maire de la cité et échevin, ou se trouvant déjà échevin élu, pour un des quartiers d'icelle cité, est élue maire, elle sera tenue, dans les quatre jours, à moins qu'elle n'en soit légalement dispensée, d'accepter cette charge de maire, et, à défaut d'accepter ladite charge de maire, elle encourra et paiera une amende de quarante (\$40.00) dollars."

S.R.,
c. 233,
a. 57,
remp.
pour la
cité.

7. L'article 57 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 11 de la loi 24 George V, chapitre 94, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Maire
suppléant.

"57. Le conseil nommera un maire-suppléant, chaque année, à sa première réunion régulière, suivant le troisième mardi d'octobre, lequel remplacera le maire en cas d'absence, et sera revêtu de ses pouvoirs pour tout le temps fixé par le conseil pendant la durée de sa charge; lorsque la charge de maire devient vacante, le maire-suppléant exerce tous les pouvoirs du maire jusqu'à ce qu'un nouveau maire soit nommé."

S.R.,
c. 233,
a. 173a,
ab. pour
la cité.

8. L'article 173a de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 22 de la loi 24 George V, chapitre 94, est par les présentes abrogé.

Id.,
a. 186,
remp.
pour la
cité.

9. L'article 186 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 27 de la loi 24 George V, chapitre 94, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Docu-
ments:
Déclara-
tion;

"186. Il doit être produit, en même temps que chaque bulletin de présentation:

1° Une déclaration du candidat ou d'une autre personne établissant, sous serment, que le candidat est citoyen canadien, et qu'il a le cens d'éligibilité requis, et contenant une description des biens immobiliers sur lesquels le cens d'éligibilité du candidat est basé;

Certificat
du greffier;

2° Un certificat du greffier établissant la valeur desdits biens immobiliers d'après le rôle d'évaluation en vigueur;

voting in case of opposition; such election shall be held within the thirty days following the vacancy.

If a person is elected at the same time mayor of the city and alderman, or being already elected alderman for one of the said wards of such city is elected mayor, he shall be bound within the four days, unless he be by law exempted from the same, to accept the office of mayor; and in default of accepting the said office of mayor, he shall incur and pay a penalty of forty dollars."

Idem.

7. Section 57 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 11 of the act 24 George V, chapter 94, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 57,
replaced
for city.

"57. The council shall, each year, at its first regular meeting, after the third Tuesday of October, appoint a pro-mayor, who shall take the place of the mayor, in case of his absence, and shall be invested with all his powers for the whole time fixed by the council for the duration of his term of office. Upon the office of mayor becoming vacant, the pro-mayor shall exercise all the powers of the mayor, until a new mayor be appointed."

Pro-
mayor.

8. Section 173a of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 22 of the act 24 George V, chapter 94, is hereby repealed.

R.S.,
c. 233,
s. 173a,
repealed
for city.

9. Section 186 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 27 of the act 24 George V, chapter 94, is again replaced, for the city, by the following:

Id.,
s. 186,
replaced
for city.

"186. With each nomination-paper, there shall be filed:

Docu-
ments:

1. A declaration from the candidate or some other person stating under oath that the candidate is a Canadian citizen and that he is duly qualified, and containing a description of the immoveable property on which such qualification is based;

Declara-
tion;

2. A certificate from the clerk, establishing the value of the said property according to the valuation roll in force;

Certifi-
cate from
clerk;

Certificat
du tré-
sorier.

3° Un certificat du trésorier de la municipalité indiquant que le candidat ne doit rien à la municipalité pour ses taxes ou charges d'eau."

3. A certificate from the treasurer of the municipality showing that the candidate is not indebted to the municipality for taxes or water-rates."

Certifi-
cate from
treasurer.

S.R.,
c. 233,
a. 523,
am. pour
la cité.

10. L'article 523 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 55 de la loi 24 George V, chapitre 94, est modifié, pour la cité, en y ajoutant le paragraphe suivant:

10. Section 523 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 55 of the act 24 George V, chapter 94, is amended, for the city, by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 523,
am. for
city.

Capita-
tion.

"3° Sauf en ce qui concerne les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles ou de parties d'immeubles non imposables, à compter du premier janvier 1959, une taxe n'excédant pas trois (\$3.00) dollars sur tous les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles ou de partie d'immeubles, situés dans les limites de la municipalité; cette taxe est divisible par termes bimestriels ou trimestriels et est perçue de la même manière et en même temps que la taxe pour la consommation de l'eau, et elle peut être recouvrée devant les tribunaux, en suivant les mêmes formalités; le produit de cette taxe devant servir au maintien, à l'entretien des terrains de jeu de la cité de Saint-Hyacinthe et à l'établissement par ladite cité, de nouveaux terrains de jeu dans les limites de son territoire."

"3. Save with respect to the owners, tenants or occupants of immoveables or portions of immoveables not taxable, from the first of January, 1959, a tax not exceeding three (\$3.00) dollars on all owners, tenants or occupants of immoveables or portions of immoveables, situated within the limits of the municipality; such tax may be divided into bimonthly or quarterly instalments and collected in the same manner and at the same time as the tax for water consumption, and may be recovered before the courts in accordance with the same formalities; the proceeds of such tax to be used for the maintenance and up keep of the playgrounds of the city of Saint-Hyacinthe and the establishment by the said city of new playgrounds in its territory."

Tax per
capita.

Fonds in-
dustriel
autorisé.

11. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité de Saint-Hyacinthe est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas trois cent mille (\$300,000.00) dollars, pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt.

11. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city of Saint-Hyacinthe is authorized to constitute an industrial fund in an amount not exceeding three hundred thousand (\$300,000.00) dollars, provided that the by-law enacting the constitution of such fund has received all the approvals required by law for loan by-laws.

Industrial
fund au-
thorized.

Emprunt
autorisé
après ap-
probation.

Si ce règlement reçoit les approbations requises par la loi, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excédera pas trois cent mille (\$300,000.00) dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles, et pour consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'in-

If such by-law receives all the approvals required by law, the council of the city is authorized, subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to contract one or more loans the total of which shall not exceed three hundred thousand (\$300,000.00) dollars to acquire by agreement or expropriation, build, maintain, sell or lease, immoveables to be used in whole or in part for municipal or industrial purposes and to grant, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishing of industries which

Loan au-
thorized
after
approval.

dustries qui seront à l'avantage de toute la population.

Vente ou location.

La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi des sommes perçues.

Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

Garantie.

La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la cité à l'égard des immeubles.

Acquisition pour protection de créance; re-vente ou location.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt non affecté.

Cet emprunt pour les fins du fonds industriel n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de La corporation de la cité de Saint-Hyacinthe pour des fins municipales.

Entrée en vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

will be advantageous for the whole population.

The city is authorized to sell or lease the said immovable or immoveables, on such conditions as it may determine, provided that the sale price be not lower than the cost of the said immoveables to the city, and that the leasing price be not less than the amount representing the service of the debt on the said loan or loans contracted for the acquisition or erection of the said immoveables.

Sale or lease.

All the money derived from such sales or rentals must be applied to the extinction of the obligations contracted by the city in this respect, and to the payment of the capital, interest and other legitimate expenses and costs occasioned in this respect, including the expenses of upkeep and improvement of the buildings and lands acquired under these provisions. The balance of such money shall be deposited in a special fund the partial or complete use of which shall be subject to the prior approval by the Quebec Municipal Commission.

Use of sums collected.

The city shall require that any loan made by it under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings, and also on the machinery which may secure the claim of the city as well as the immoveables.

Security.

Should the city be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour, as well as the machinery, and afterwards resell or lease the same; the resale or rental price must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be applied exclusively to the reimbursement of the loan, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisition to protect claim; resale or lease.

Such loan for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of The corporation of the city of Saint-Hyacinthe for municipal purposes.

Borrowing power not affected.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.